Élection Européenne 2019

Démystifier le nationalisme



Les prochaines élections européennes en Mai 2019 vont être décisives pour le futur de l'Union Européenne, ainsi que pour l'ambition de ce grand projet souvent contesté. Face à la montée d'une frustration générale contre une Union qui n'offre ni dimension sociale ni de solutions européennes, les populistes et nationalistes vont ainsi chercher à gagner l'opinion publique dans leur campagne électorale.
SOLIDAR est convaincu que nous nous devons de répondre à leur arguments, pour combatte la désinformation et la propagande d'extrême droite. Nous présentons alors un premier manuel de contre-arguments qui offre les « munitions » nécessaires pour la campagne électorale et qui pourra décrédibiliser l'argumentaire populiste de droite.
Pour cette première étape nous avons choisi 9 questions :L'UE

a-t-elle une valeur ajoutée dans notre vie quotidienne ?

1 – L'UE a-t-elle une valeur ajoutée dans notre vie quotidienne?

Beaucoup de citoyens se demandent quelle est la valeur ajoutée de l'UE, si ce n'est pas une dépense plus qu'un investissement pour pouvoir alors partager des institutions. Les nationalistes alimentent l'idée que l'UE est une entité absurde, détachée des problèmes quotidiens de la population mais continuant pourtant de gouverner nos vies. Mais l'UE est une valeur ajoutée: les États membres n'auraient pas pu obtenir les mêmes résultats dans de nombreux domaines sans appartenir à l'UE.

Quelques exemples sont :

• le programme Erasmus+1, qui permet à 4 millions d'étudiants, d'enseignants et de travailleurs de participer à des expériences d'apprentissage à l'étranger entre 2014 et 2020, et de financer des projets de la société civile dans le domaine de l'éducation et de la formation destinées aux jeunes.

• le Fonds social européen2, qui soutient l'inclusion sociale et l'emploi, alloue des ressources allant jusqu'à 43 milliards d'euros provenant des États membres qui ont plus de fonds vers ces États qui ont en moins.

• Le programme de Garantie pour la jeunesse3, qui depuis 2014 créé chaque année de l'emploi, des formations continues, en

stage ou en apprentissage pour plus de 3,5 millions de jeunes.

• Le Fonds de solidarité de l’UE4, qui a transféré 5 milliards d’euros à 24 États membres et à leurs citoyens, victimes de catastrophes naturelles telles que des incendies ou des tremblements de terre. Sans la mise en commun des ressources de tous les États membres, la reconstruction des routes, des écoles et des logements pour les victimes auraient pris beaucoup plus de temps et le bilan pour la population locale aurait été insurmontable.

• le marché unique dans son ensemble, qui génère 233 milliards d’euros de commerce supplémentaire chaque année et créé 2,77 millions d’emplois, garantissant que les produits circulant en Europe respectent les normes les plus élevées du monde en matière de qualité, de sécurité et d’impact sur l’environnement.

Le partage de stratégies signifie le partage de règles, d’opportunités et de droits.

La Charte des droits fondamentaux6 garantit à tous les Européens des droits fondamentaux, créant ainsi un niveau de protection supplémentaire. Cela a pris beaucoup de temps, mais nous voyons enfin des développements positifs dans le domaine de la protection sociale. La proclamation du socle européen des droits sociaux à Gutenberg en Novembre 2017 est un exemple fondamental. Elle ouvre la voie à l’introduction d’une protection sociale pour tous les travailleurs, y compris ceux qui occupent des emplois atypiques (tels que les contrats zéro heure) et qui doit garantir à chaque travailleur en Europe le même traitement.

2 – L’UE promeut-elle le développement durable et l’emploi ?

Certainement mais pas assez !
L’UE encourage fortement la création d’emplois et le développement durable. En fait, c’est l’une de ses principales fonctions: 50% des fonds européens sont consacrés à la création d’emplois et à la croissance, ainsi qu’au soutien des régions les plus pauvres de l’Europe.
Une autre grande partie est investie dans l’agriculture, le développement rural et la protection de l’environnement.
Contrairement aux affirmations nationalistes, Bruxelles n’engloutit pas l’argent des États membres sans le leur restituer. 94% des fonds de l’UE sont réinvestis dans les États membres et seulement 6% sont utilisés pour l’administration de l’UE, ce qui est bien moins que l’administration nationale. En particulier, les pays à la traîne ont bénéficié de l’adhésion à l’UE. Sur un total de 28 pays, 19 États membres reçoivent en réalité plus d’argent qu’ils n’en versent dans le budget européen. Les neuf autres sont les plus riches, qui peuvent ainsi transférer plus d’argent que ce qu’ils reçoivent, car l’UE contribue au bien-être des citoyens avec un principe de solidarité redistributive.
Quant à la convergence, l’UE soutient la création d’emplois, notamment par le biais de la politique de cohésion. Cette politique redistribue des fonds du budget de l’UE pour aider les régions les plus pauvres à rattraper les plus riches. Entre 2007 et 2012, l’UE a créé 600 000 emplois supplémentaires, dont au moins un tiers dans des petites et moyennes entreprises. Avec la politique de cohésion, 25 000 km de routes et 1 800 km de voies ferrées ont été construits ou modernisés par l’UE afin de contribuer à l’établissement d’un réseau de transport transeuropéen efficace.
Néanmoins, une simple croissance économique ne suffit pas. C’est la raison pour laquelle SOLIDAR, avec ses membres et partenaires, tient l’UE responsable de son engagement à rendre

son développement économique durable, social et environnemental. Cela signifie que les Fonds européens sont orientés vers l'inclusion sociale, afin de ne laisser personne pour compte, et vers une économie à faibles émissions de carbone, afin de préserver notre santé et notre nature.

3 – Les politiques sociales européennes nous aideraient-elles tous ?

L'Europe doit prendre un tournant social pour regagner la confiance de ses citoyens. La richesse ne ruissèlera pas d'elle-même, nous devons donc nous assurer que chacun profite de la croissance économique et du projet européen. Ce qui se passe à présent, cependant, c'est que les plus pauvres et les plus vulnérables sont montés les uns contre les autres.
La lutte contre les inégalités au sein et entre les États membres constitue le seul moyen de s'attaquer à ses causes profondes, de vaincre le nationalisme et d'œuvrer pour un avenir européen commun. Il est clair qu'avec un chiffre épouvantable de 118 millions de personnes (23,5% de la population) vivant dans l'Union européenne au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale9, les véritables causes des inégalités ne peuvent être combattues uniquement au niveau national. C'est pourquoi nous avons besoin de l'Union Européenne, nous devons unir nos forces et en faire notre priorité!
Des conditions de travail précaires font que trop de personnes sont défavorisées et victimes d'exclusion. Les solutions sont de solides normes en matière de droit du travail pour tous, que vous travailliez en Italie, en Bulgarie ou aux Pays-Bas. L'UE dispose d'un budget de 150 millions d'euros pour la période 2014-2020 pour aider les travailleurs licenciés qui sont touchés par la mondialisation10. Un autre programme est la directive européenne sur les travailleurs détachés, qui instaure des règles claires et contraignantes en faveur de

l’égalité des droits pour 2 million de personnes qui travaillent temporairement dans un État membre de l’UE autre que celui dans lequel elles travaillent normalement.
Tous ces efforts sont importants, mais nous avons besoin d’une stratégie plus globale.

Seul un agenda social fort intégré dans un plan d’ensemble pour l’avenir de l’Europe permettra de rattraper des années d’austérité et de priorités erronées qui ont alimenté la colère et la déception. Le socle européen des droits sociaux – qui met l’accent sur l’égalité des chances pour accéder au marché du travail, des conditions de travail équitables et la protection sociale – est un bon point de départ et doit être mis en œuvre de toute urgence! En votant lors de ces élections européennes, vous faites le choix de réaliser cet agenda social européen: réduire la pauvreté, augmenter le niveau de vie, œuvrer pour de meilleures conditions de travail et assurer la protection sociale pour tous!

4 – Fermer les frontières : une solution face à la migration ?

L’extrême droite nationaliste décrit les migrants comme une menace pour notre société. Elle raconte également que la fermeture des frontières est une solution, et la seule, pour les empêcher d’atteindre l’Europe.

Ceci est faux car:

• Un problème humanitaire nécessite une solution humanitaire.

• Fermer les frontières n’a qu’une conséquence: tuer des

personnes fuyant des guerres, persécutions, des catastrophes climatiques, ainsi que la pauvreté. En effet, les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations montrent que le nombre de décès en Méditerranée en 2018 est déjà de 1,26012. C'est principalement grâce aux ONG opérant en mer et mobilisant leur solidarité pour sauver des vies humaines que ce nombre
n'a pas escaladé.

• Les migrants ne constituent pas une menace et la plupart de ceux qui arrivent en Europe ont le droit de demander la protection internationale (demandeurs d'asile et réfugiés). En fait, le nombre de demandes de protection internationale en 2018 s'élevait à 136,66513 en Octobre. La marge d'erreur dans l'octroi de la protection internationale à des personnes qui n'auraient pas dû l'obtenir est remarquablement inférieure à celle de la protection accordée à des personnes qui auraient dû l'obtenir
La protection de ces personnes est une obligation pour tous les États membres, conformément aux traités européens et aux conventions internationales qui ont été ratifiés. Par ailleurs, nous ne pouvons pas fermer arbitrairement nos frontières ou rejeter des migrants sans avoir clairement établi leur besoin de protection internationale, conformément à la Convention de 1951 sur les réfugiés ainsi qu'au Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.solidar
• Les migrants ne constituent pas une menace et la plupart de ceux qui arrivent en Europe ont le droit de demander la protection internationale (demandeurs d'asile et réfugiés). En fait, le nombre de demandes de protection internationale en 2018 s'élevait à 136,66513 en Octobre. La marge d'erreur dans l'octroi de la protection internationale à des personnes qui n'auraient pas dû l'obtenir est remarquablement inférieure à celle de la protection accordée à des personnes qui auraient dû l'obtenir

La protection de ces personnes est une obligation pour tous les États membres, conformément aux traités européens et aux conventions internationales qui ont été ratifiés. Par ailleurs, nous ne pouvons pas fermer arbitrairement nos frontières ou rejeter des migrants sans avoir clairement établi leur besoin de protection internationale, conformément à la Convention de 1951 sur les réfugiés ainsi qu'au Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

• La migration est une caractéristique structurelle de notre époque, due au changement climatique et aux tendances démographiques, et accélérée par les guerres.
La pauvreté et le manque de travail décent sont les principaux moteurs de la migration internationale. Par conséquent, le seul moyen de s'attaquer aux causes profondes de la migration est de lutter contre le chômage et la pauvreté dans les pays d'origine des migrants avec des fonds de développement et de coopération appropriés.solidar
• La migration est une caractéristique structurelle de notre époque, due au changement climatique et aux tendances démographiques, et accélérée par les guerres.
La pauvreté et le manque de travail décent sont les principaux moteurs de la migration internationale. Par conséquent, le seul moyen de s'attaquer aux causes profondes de la migration est de lutter contre le chômage et la pauvreté dans les pays d'origine des migrants avec des fonds de développement et de coopération appropriés.

5 – L'allocation de ressources pour l'intégration des migrants nuit-elle à notre système de protection sociale au niveau national ?

Les ressources allouées à l'intégration des migrants et des

réfugiés constituent un investissement social et, en tant que tel, le retour sur l'investissement est une société plus sûre et plus équitable pour tous.
L'extrême droite entretient la haine et le ressentiment parmi les plus vulnérables de notre société.solidarLes ressources allouées à l'intégration des migrants et des réfugiés constituent un investissement social et, en tant que tel, le retour sur l'investissement est une société plus sûre et plus équitable pour tous.
L'extrême droite entretient la haine et le ressentiment parmi les plus vulnérables de notre société.

• Quand ils ou elles sont bien intégré(e)s au marché du travail, les migrants paient des impôts qui contribuent à la durabilité générale du budget public dont nous bénéficions tous. Les données de l'Organisation internationale du travail montrent que les travailleurs migrants contribuent à l'économie de leurs pays d'accueil. Cependant, les travailleurs migrants ne bénéficient que de peu de protection sociale, sont confrontés à des inégalités sur le marché du travail et sont exposés à l'exploitation et à la traite des êtres humains.
En outre, les migrants sans papiers ont uniquement droit à des soins de santé d'urgence et seuls les réfugiés ont le droit d'accéder à la protection sociale.

solidar
• Les migrants aident à contrebalancer les tendances démographiques liées au taux de natalité et au vieillissement et soutiennent donc la durabilité du système de protection sociale. Les enfants non accompagnés représentent une part importante de la population venant en Europe – l'UNICEF a signalé qu'en 2016 92% des mineurs qui ont atteint l'Italie par voie maritime ont voyagé seuls. Si nous voulons de meilleures conditions de vie pour tous et une société unie, au

lieu de réduire l'investissement dans des infrastructures sociales telles que l'éducation, nous devons réinvestir dans l'accès à l'éducation, au marché du travail ainsi que dans la reconnaissance internationale des compétences et des qualifications existantes.solidar

• Les migrants aident à contrebalancer les tendances démographiques liées au taux de natalité et au vieillissement et soutiennent donc la durabilité du système de protection sociale. Les enfants non accompagnés représentent une part importante de la population venant en Europe – l'UNICEF a signalé qu'en 2016 92% des mineurs qui ont atteint l'Italie par voie maritime ont voyagé seuls. Si nous voulons de meilleures conditions de vie pour tous et une société unie, au lieu de réduire l'investissement dans des infrastructures sociales telles que l'éducation, nous devons réinvestir dans l'accès à l'éducation, au marché du travail ainsi que dans la reconnaissance internationale des compétences et des qualifications existantes.

6 – Pourquoi le budget de l'UE finance une méthodologie d'éducation alternative ?

La récente répression menée par le gouvernement d'extrême droite en Hongrie contre l'éducation et la société civile illustre de plus en plus les politiques d'austérité contre les initiatives prises pour renforcer les compétences en matière de démocratie participative. Lors de la visite d'étude de SOLIDAR en Hongrie15 au nom du pilier Éducation et apprentissage tout au long de la vie, des ONG locales et la société civile ont fait part de leurs préoccupations grandissantes quant aux investissements publics dans l'éducation non-formelle, notamment pour les compétences de vie, la formation professionnelle, l'éducation inclusive et les programmes de volontariat.

Malgré le mécontentement de certains gouvernements nationaux

quant au contenu et aux méthodes d'apprentissage utilisés dans l'éducation non formelle, l'Union européenne a continué de soutenir les programmes visant à promouvoir les compétences pour vivre en démocratie. Contrairement aux discours d'extrême droite selon lesquels l'éducation formelle est le seul outil nécessaire au marché du travail, l'Union Européenne a pris en compte et reconnu que l'apprentissage non-formel accroît la motivation intrinsèque de l'apprenant, sa participation volontaire et son esprit critique, indispensables à la participation démocratique pour les futures élections européennes. En outre, l'UE a :

• Promeut l'éducation inclusive par le biais de l'enseignement et de la formation professionnelle avec environ 650 000 étudiants pouvant participer par le biais du programme Erasmus+16, qui offre des partenariats stratégiques à 125 000 écoles, établissements d'enseignement et de formation professionnels, établissements d'enseignement supérieur et d'éducation des adultes, organisations de jeunesse et entreprises doté d'un budget total de 14,7 milliards d'euros.solidar

• Promeut l'éducation inclusive par le biais de l'enseignement et de la formation professionnelle avec environ 650 000 étudiants pouvant participer par le biais du programme Erasmus+16, qui offre des partenariats stratégiques à 125 000 écoles, établissements d'enseignement et de formation professionnels, établissements d'enseignement supérieur et d'éducation des adultes, organisations de jeunesse et entreprises doté d'un budget total de 14,7 milliards d'euros.

solidar

• Soutenue financièrement les organisations de la société civile pour développer des plate-formes telles que la plate-forme numérique YourVoteMatters! permettant d'atteindre la cohorte de jeunes dépolitisés et marginalisés, représentant la

«génération perdue», essentielle pour une participation plus démocratique aux élections17.
Augmenter le financement de l'UE et accroître l'accès à l'éducation non-formelle dans la plupart des États membres représenteront un frein majeur au programme d'austérité et de privatisation de la droite. Les exemples de gouvernements progressistes tels que ceux du Portugal avec de fort investissements publics devraient être suivis et servir d'exemple à la feuille de route pour la création d'une Europe sociale.solidar
• Soutenue financièrement les organisations de la société civile pour développer des plate-formes telles que la plate-forme numérique YourVoteMatters! permettant d'atteindre la cohorte de jeunes dépolitisés et marginalisés, représentant la
«génération perdue», essentielle pour une participation plus démocratique aux élections17.
Augmenter le financement de l'UE et accroître l'accès à l'éducation non-formelle dans la plupart des États membres représenteront un frein majeur au programme d'austérité et de privatisation de la droite. Les exemples de gouvernements progressistes tels que ceux du Portugal avec de fort investissements publics devraient être suivis et servir d'exemple à la feuille de route pour la création d'une Europe sociale.

7 – L'UE et ses États membres mettent-ils vraiment trop d'argent dans les pays en développement ?

En termes d'aide publique au développement (APD), l'UE (et ses États membres) est le plus grand donateur au monde en matière d'aide au développement. En effet, la coopération au développement de l'UE contribue largement à promouvoir le développement social et économique.
Par exemple, entre 2013 et 2017:

• 12 millions de femmes en âge de procréer et d’enfants de moins de cinq ans ont bénéficié de programmes liés à la nutrition;

• 50 millions d’enfants étaient inscrits dans l’enseignement primaire;

• un personnel de santé qualifié a assisté à 20 millions de naissances, contribuant ainsi à réduire la mortalité maternelle;

• 60 millions de femmes ont été encouragées à utiliser des méthodes contraceptives.

Les nationalistes se servent souvent de ces faits pour affirmer que l’Europe dépense trop d’argent pour soutenir les pays pauvres et qu’ils devraient plutôt être en mesure d’améliorer la vie de leurs citoyens.

Néanmoins, l’Europe est-elle vraiment si généreuse?

Pour répondre à cette question, il convient tout d’abord de rappeler que même si les États membres européens se sont engagés à affecter 0,7% de leur revenu national brut à l’aide au développement, seuls quatre d’entre eux ont atteint cet objectif (Danemark, Royaume-Uni, Suède et Royaume-Uni). Alors que dans l’UE, 10% du budget de la Commission est consacré à l’aide aux pays en développement, il ne représente que 5 centimes par habitant européens chaque année.

Deuxièmement, les intérêts nationalistes poussent l’UE à faire du contrôle migratoire un objectif principal de la coopération au développement – bien au-dessus de l’objectif du développement social et économique, de l’éradication de la pauvreté et de la réduction des inégalités – et à utiliser l’aide au développement à cette fin.

Enfin, alors que la coopération au développement de l’UE donne de bons résultats, ses effets sont affaiblis par les pratiques non durables mises en place par les sociétés multinationales (notamment européennes) qui investissent dans les pays en développement mais ne paient pas leurs impôts équitablement. En effet, selon des estimations prudentes, l’évasion fiscale des sociétés coûterait entre 60 et 100 milliards d’euros par an aux pays en développement. Donc, ce qui est donné avec une main est pris avec l’autre. solidar

Enfin, alors que la coopération au développement de l’UE donne de bons résultats, ses effets sont affaiblis par les pratiques non durables mises en place par les sociétés multinationales (notamment européennes) qui investissent dans les pays en développement mais ne paient pas leurs impôts équitablement. En effet, selon des estimations prudentes, l’évasion fiscale des sociétés coûterait entre 60 et 100 milliards d’euros par an aux pays en développement. Donc, ce qui est donné avec une main est pris avec l’autre.

En effet, l’évasion et la fraude fiscales mettent en péril la capacité des pays à améliorer la vie de leurs citoyens: chaque euro perdu aux paradis fiscaux est un euro qui aurait pu être investi dans les services publics – payer les médecins et les enseignants, financer les vaccinations, investir dans des chaises d’école pour les enfants. C’est seulement ensemble et avec une réglementation européenne que nous pourrons traiter efficacement ces problèmes et faire en sorte que l’aide européenne au développement et à la coopération contribue à

améliorer la vie des personnes.

8 – L'appartenance à l'UE permet-elle de combattre la corruption et l'évasion fiscale ?

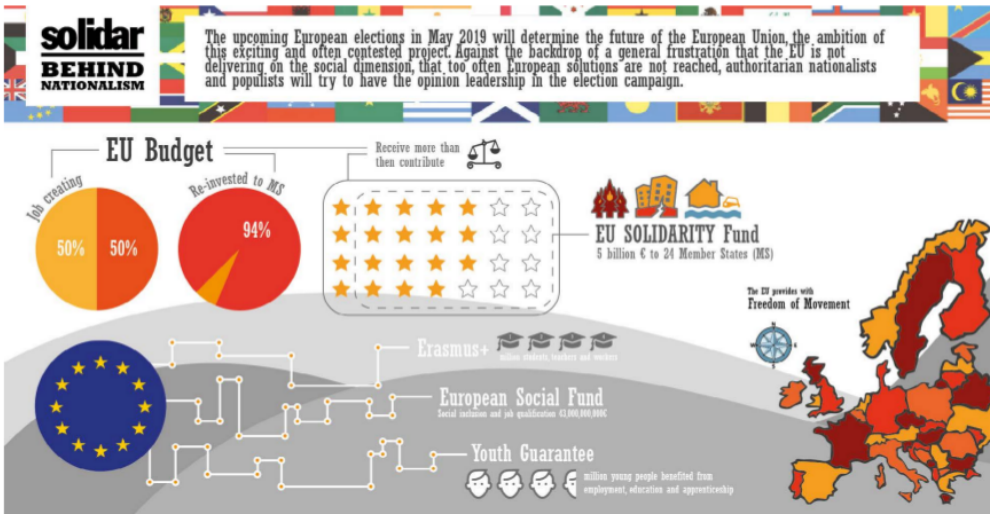
Les nationalistes et les partis d'extrême droite ont appelé à un retour aux mesures nationales pour faire respecter la législation en vigueur afin de
lutter contre l'évasion fiscale et la corruption transfrontalières. La Commission européenne estime à 1 billion d'euros les pertes annuelles
dues à l'évasion et à la fraude fiscale19, tandis que le Parlement européen estime que la corruption a coûté jusqu'à 990 milliards d'euros à l'UE, laissant de plus grandes disparités économiques et sociales au sein et entre les États membres, et une criminalité organisée ainsi qu'une plus forte méfiance croissante du public à l'égard des autorités nationales et des gouvernements. Étant donné que l'évasion fiscale et la corruption sont des problèmes transfrontaliers qui concernent tous les États membres, l'appartenance à l'Union européenne signifie que:

• Les États membres et leurs autorités fiscales peuvent avoir un plus large impact sur la lutte contre l'évasion fiscale et la corruption grâce à la coopération transfrontalière internationale et européenne, ainsi que l'échange automatique d'informations, comme le permet la récente Norme Commune de Déclaration (NCD/CRS).

• Les États membres qui coopèrent peuvent soutenir l'établissement et la mise en œuvre de mesures juridiquement contraignantes visant à garantir le respect des normes européennes et à limiter la diminution des recettes fiscales

nécessaires au financement des services publics, conformément aux objectifs de développement durable20 visant à accroître les recettes publiques et à éradiquer la pauvreté.

Pour contribuer à la lutte contre la corruption tout en assurant une plus grande transparence et le partage d'informations, les États membres doivent unir leurs forces aux niveaux européen et international tout en n'amoindrissant pas le travail de la Commission européenne comme cette année.



9 – Si nous donnons à l'UE plus d'autonomie budgétaire, cela se traduit-il par moins de financement pour des objectifs nationaux tels que les services publics ?

L'histoire est la suivante: agrandir le financement de l'UE pour son budget signifierait avoir moins d'argent pour les comptes nationaux, utilisées en grande partie pour fournir des services publics et financer les systèmes de sécurité sociale. En réalité:

• L'expérience des politiques appliquées prouve que l'égalité

ne peut être réalisée uniquement dans les limites d'un État. Les revenus des ménages de l'UE ont tendance à dépendre de plus en plus de facteurs européens; toutefois, toute décision concernant le financement de l'UE nécessite l'accord unanime des pays de l'UE et leur ratification ultérieure, conformément à leurs exigences constitutionnelles.

• En mettant en commun des ressources pour introduire une véritable dimension sociale de l'UE, stimulant ainsi les investissements sociaux, l'UE peut contribuer à lutter contre les inégalités non seulement à l'intérieur des États membres, mais également entre eux.

• Le budget de l'UE ne représente que 1% du revenu total de l'UE et environ 2% des dépenses publiques de l'UE. Il figure dans le budget actuel de l'UE pour la période 2014-2020.

• Par exemple, en 2013, le citoyen européen moyen a versé 283 euros par an au budget de l'UE. C'est moins d'un euro par jour – ce qui est moindre compte tenu des avantages que l'UE apporte à ses citoyens.

• Si bien produit, le budget européen est un investissement qui pourrait être tout à fait rentable pour garantir un avenir sûr pour l'Europe et ses citoyens.

L'UE a besoin de sa propre capacité budgétaire pour faire face aux chocs macroéconomiques et renforcer la stabilité des États membres face aux crises économique et financière mondiale telle que celle de 2008.
Nous avons besoin d'un régime européen complémentaire de prestations de chômage permettant d'anticiper les crises

futures et d'éviter les pièges du « too big to fail » lorsque les fonds publics servent à sauver les institutions financières privées et à créer des déficits publics dans trop de pays.
Pour finir il nous faudra bien un changement politique radical pour une Union européenne plus sociale, plus inclusive et plus protectrice.
C'est ce que nous souhaitons soutenir dans notre travail quotidien et par notre engagement dans la campagne pour les élections européennes «Cette fois-ci, je vote» – espérons qui sera en faveur d'une Europe que nous souhaitons et pour laquelle nous avons besoin de majorités progressistes au sein du prochain Parlement européen et non pas d'ennemis de l'Europe, de nos démocraties et de nos valeurs!

Version pdf. : ici

En partenariat avec : thistimeimvoting.eu

Le nouveau consensus européen pour le développement

Cet accord inter institutionnel définit la vision globale et les objectifs de la coopération européenne au développement. Le «Consensus européen pour le développement» a été approuvé conjointement par le Conseil Européen et par les représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, par la Commission européenne et par le Parlement européen en 2005. Il décrit, les défis a` relever pour éradiquer la

pauvreté et promouvoir le développement durable, ainsi que les engagements pris par l'Union européenne pour répondre à ces défis. Le Conseil européen est la réunion des chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de l'Union européenne (UE), de son président et du président de la Commission européenne.

Ce consensus européen pour le développement reconnaît également le rôle important de la sensibilisation et de l'éducation au développement auprès des citoyens européens pour répondre à ces préoccupations et réaliser ces engagements.

Qui propose la révision du Consensus Européen pour le développement ?

L'agenda 2017 de coopération au développement de l'Union européenne prévoit entre autres la révision du consensus européen pour le développement. La proposition concernant un nouveau «consensus européen pour le développement» a été présentée par la Commission européenne en Novembre 2016, elle suggère l'adoption d'une nouvelle politique européenne de développement qui réponde de manière intégrée aux grandes orientations du programme à l'horizon 2030: l'humanité, la planète, la prospérité et la paix, dans le cadre d'un partenariat.

En quoi avons-nous besoin d'un « Nouveau » Consensus pour le développement?

La politique de développement de l'UE à travers ce nouveau consensus veut privilégier les principaux facteurs de transformation sociale. Pour y parvenir, il convient désormais que la politique de développement de l'UE prenne en compte les changements fondamentaux: l'égalité entre les hommes et les femmes, la jeunesse, les énergies durables et l'action pour le climat, les investissements, les migrations et la mobilité, dans la manière dont elle souhaite faire face aux défis mondiaux.

Qu'est-ce que le Consensus proposé apporte de nouveau ?

Le nouveau s'articule autour des quatre thèmes centraux encadrant le programme à l'horizon 2030: l'humanité, la planète, la prospérité et la paix. Une fois adopté, le nouveau consensus contribuera aussi à la réalisation des objectifs et à la défense des valeurs de l'action extérieure de l'UE, Il soutient la stratégie mondiale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne (SGUE), qui donne une vision de l'engagement de l'Europe dans le monde et fait la promotion de la résilience à tous les niveaux, dans une perspective de paix et de prospérité, tout en soulignant l'importance des ODD[1].

Comment se matérialise le « Nouveau » Consensus?

Au titre du nouveau consensus, l'UE et ses États membres proposent de :

1. Améliorer la qualité de l'emploi et l'entrepreneuriat
2. Contribuer au développement d'un secteur énergétique sain
3. Prévenir, gérer et contribuer à résoudre les conflits et les crises
4. Gérer les migrations et la mobilité humaine et faire en sorte qu'elles soient sûres, ordonnées, régulières et responsables.

Quelles sont les prochaines étapes dans le processus?

Au cours des mois à venir, elle sera examinée par les États membres de l'UE au Conseil et par le Parlement européen. L'objectif est de tomber d'accord sur un texte commun, un cadre commun pour la politique européenne de développement que s'approprieront ensemble les institutions de l'UE et les États membres. On estime que les discussions interinstitutionnelles pourraient être conclues sous la forme d'une déclaration commune au premier semestre 2017.

les Lignes Rouges du « Nouveau Consensus » selon La Confédération d'ONG CONCORD:

La politique de développement que propose le nouveau consensus :

1. Est éloignée d'une véritable politique visionnaire qui pourrait surmonter les obstacles structurels au développement durable ou qui détaillerait comment mettre en oeuvre certains principes fondamentaux.

2. Ne fournit pas d'orientation ou de mécanismes suffisants qui garantissent que d'autres politiques européennes soutiendront le développement durable; le consensus proposé considère plutôt que le développement est au service d'autres intérêts et objectifs europé
3. Encourage et soutient les grandes sociétés et le secteur privé, qui voient leur rôle s'accroître, sans que les bénéfices de développement découlant de leur engagement ne soient assez étayés et les risques associés suffisamment analysés ; sans apporter la transparence nécessaire sur les partenariats avec le secteur privé, la manière dont ils seront contrôlés, la responsabilisation et les contraintes prévues, ou bien encore sur les mécanismes de réparation considère que le modèle de croissance économique et de création d'emplois actuel constitue la principale solution face à l'inégalité, l'instabilité, les migrations clandestines et les déplacements forcés, le nouveau consensus propose un ; et ne reconnaisse pas que la croissance économique et l'emploi pourraient en réalité accroître les migrations.modèle de croissance économique et de création d'emplois

4. Ne reconnaît qu'à la marge le rôle unique, complet et multiple que joue la société civile locale dans le développement, la démocratie et la primauté du droit, ainsi que celui de la société civile à l'échelle

nationale et internationale.

5. Ne précise pas comment les causes et les structures sous-jacentes qui empêchent les femmes et les filles d'accéder à l'égalité des droits seront traité Il échoue ainsi à transformer en profondeur les inégalités entre les sexes. Est éloignée d'une véritable politique visionnaire qui pourrait surmonter les obstacles structurels au développement durable ou qui détaillerait comment mettre en oeuvre certains principes fondamentaux.
6. Ne fournit pas d'orientation ou de mécanismes suffisants qui garantissent que d'autres politiques européennes soutiendront le développement durable; le consensus proposé considère plutôt que le développement est au service d'autres intérêts et objectifs europé
7. Encourage et soutient les grandes sociétés et le secteur privé, qui voient leur rôle s'accroître; sans apporter la transparence nécessaire sur les partenariats avec le secteur privé, la manière dont ils seront contrôlés, la responsabilisation et les contraintes prévues, ou bien encore sur les mécanismes de réparation
8. Ne reconnaît qu'à la marge le rôle unique, complet et multiple que joue la société civile locale dans le développement, la démocratie et la primauté du droit, ainsi que celui de la société civile à l'échelle nationale et internationale.
9. Ne précise pas comment les causes et les structures sous-jacentes qui empêchent les femmes et les filles d'accéder à l'égalité des droits seront traité Il échoue ainsi à transformer en profondeur les inégalités entre les sexes.

Par Bineta Mbengue, volontaire de la Francophonie

TABLEAU RECAPITULATIF DU «NOUVEAU» CONSENSUS EUROPEEN	
Le Consensus Européen pour le développement de 2005	• Décision du conseil de l'Europe,commission européenne et les représentants des gouvernements des états membres
Le «nouveau» Consensus Européen pour le Développement: Révision en 2017 de la politique européenne de développement pour répondre aux orientations du programme à l'horizon 2030 (humanité, planète, paix et prospérité)	**Thématiques:** • Egalité entre les femmes et les hommes • La jeunesse • Les énergies durables • L'action pour le climat • Les investissements • Les Migrations et la mobilité
	Objectifs: • Qualité de l'emploie en l'entreprenariat • Développement d'un secteur énergétique sain • Prévention et gestion des conflits et des crises • Gestion des migration et de la mobilité humaine

Les «Lignes Rouges» de CONCORD sur le nouveau Consensus	• Pas de politique visionnaire pour surmonter les obstacles au développement durable. • Pas d'orientation ou de mécanismes suffisants qui garantissent que d'autres politiques européennes soutiendront le développement durable. • Soutient les grandes sociétés et le secteur privé, ; pas de transparence sur les partenariats avec le secteur privé • ne reconnaît peu le rôle de la société civile locale dans le développement, la démocratie et la primauté du droit, ainsi que celui de la société civile à l'échelle nationale et internationale. • pas de transformations des inégalités entre les sexes, absence d'analyse des causes et des structures empêchant les femmes et les filles d'accéder à l'emploi

[1] *Les ODD(objectifs de développement durable) sont un ensemble d'objectifs portés par l'Organisation des Nations unies et ayant pour but le développement international. Ils remplacent les objectifs du millénaire pour le développement, qui se terminent en 2015. , et dont les avancées ont permis*

une nette évolution1.

Ces nouveaux objectifs (ODD), portent sur la période 2015-2030 et sont , devraient être opérationnels depuis le 1er janvier 2016.

Lettre pour le Conseil européen extraordinaire du 23 avril 2015

A l'attention des Chefs d'Etat et de gouvernement,

Lettre pour le Conseil européen extraordinaire du 23 avril 2015
Bruxelles, le 22 Avril 2015
Monsieur le Président,
Monsieur le Premier Ministre,
A l'occasion du Conseil européen extraordinaire du 23 avril, vous serez amenés à discuter des mesures d'urgences qui devront être prises par les pays membres de l'UE et les institutions européennes en réponse à la situation dramatique actuelle en Méditerranée.

Les pertes de ces derniers jours représentent la pire tragédie recensée en mer Méditerranée depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Nous aimerions vous rappeler que depuis le début de cette crise humanitaire, les ONG et les organisations de la société civile n'ont eu de cesse de demander aux institutions européennes de prendre, sans tarder, des mesures concrètes.

Au cours des deux dernières années, plus de 5000 personnes ont

péri en tentant d'atteindre les frontières de l'Europe, et 1500 depuis le début de l'année 2015 . La plupart des personnes ayant entrepris ce voyage périlleux fuyaient la Syrie, dévastée par la guerre (36% des arrivées en 2014).

Dans ce contexte et pour lutter contre ce fléau, nous considérons que les 10 points du plan d'action sur les migrations, présenté le 20 avril par le Conseil conjoint des Ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, n'apportent pas de solution satisfaisante à la crise humanitaire actuelle et n'offrent pas la protection attendue pour les personnes dans le besoin.

De notre point de vue, les mesures listées dans ce plan d'action – qui inclut un renforcement financier des opérations de patrouilles Triton et l'introduction d'une opération « civile et militaire » pour saisir et détruire les bateaux de passeurs – ne constituent pas une avancée permettant une approche nouvelle, basée sur la solidarité et le respect des droits de l'homme. Bien au contraire, ces engagements pris par les institutions européennes ne font que renforcer l'idée d'une « Europe forteresse ».

SOLIDAR appelle les institutions européennes, les chefs d'Etats et de gouvernement des Etats-membres à abandonner cette approche, qui a clairement montré son inefficacité à protéger les vies humaines et à s'attaquer à la racine des problèmes entrainant ces migrations, et à prendre des décisions politiques courageuses pour mettre en œuvre des mesures permettant d'endiguer cette crise humanitaire :

• Ouvrir des couloirs humanitaires pour les réfugiés de guerre et les personnes en situation de famine qui recherchent une protection internationale. Cela rendrait dignité et sécurité aux personnes fuyant la guerre et créerait un environnement et une politique plus efficaces luttant ainsi contre le trafic d'êtres humains.

• Promouvoir une opération conjointe au niveau de l'UE, et financée en conséquence, de recherche et de sauvetage en mer Méditerranée autour de ces couloirs humanitaires

• Favoriser l'accès à la migration légale pour les réfugiés, en délivrant via les ambassades de l'UE des visas pour les demandeurs d'asile venant de pays pour lesquels le taux d'acceptation des demandes est plus élevé (Syrie, Irak, Afghanistan, Somalie)

• Renforcer les actions extérieures visant à mettre fin aux conflits et permettant un développement solidaire et inclusif, un travail décent et une protection économique et sociale, des droits sociaux et culturels dans les pays d'origine, ainsi que l'application de la Convention de Genève dans les pays de transit.

• Améliorer les mécanismes de responsabilité partagée afin de soutenir les Etats-membres situés aux portes de l'Europe et de promouvoir les efforts d'intégration de ces Etats-membres pour qui la solidarité est plus qu'un simple mot.

• S'assurer que les Etats-membres garantissent pleinement le respect des droits fondamentaux des migrants en offrant l'accès aux soins et aux services sociaux de base.

L'Union Européenne n'est pas seulement un marché unique, elle a été construite sur des valeurs. Après les atrocités de la Seconde guerre mondiale, elle a été reconstruite et a été capable d'accueillir un nombre de réfugiés bien plus important qu'aujourd'hui.
Nous vous incitons fortement à considérer nos propositions et restons disponibles afin d'en discuter plus amplement avec vous.
Bien solidairement,

Conny Reuter
SOLIDAR Secretary General

Présentation SOLIDAR

SOLIDAR est un réseau européen de 56 membres qui œuvre pour faire avancer la justice sociale en Europe. Ses actions reposent sur 3 principaux piliers : les Affaires sociales, la Coopération internationale et l'Education. Ce réseau d'organisations syndicales et d'ONG de coopération internationale, d'éducation des adultes ou d'éducation permanente permet de :
– Travailler afin d'influencer les politiques européennes et internationales dans ces domaines d'intervention.
– Relier entre eux les membres pour collaborer sur des projets communs
– Promouvoir la participation de la société civile dans les processus de décision.
– Renforcer les alliances avec des organismes ayant des principes et des valeurs communes tant au niveau européen que mondial.

SOLIDAR a 3 principaux piliers:
1. Affaires sociales
2. Corporation internationale
3. Éducation

1. Affaires sociales :

Une Europe plus social
Services sociaux de qualité et accessibles à tous
L'inclusion sociale et la non-discrimination
Emplois décents pour tous
An approche équilibrée à l'économie, l'emploi et la politique sociale

Renforcer la dimension social de la politique d l’élargissement de l’UE

2. Coopération internationale

Une approche du développement basé sur les droits :
-Aide au Developpement
-Commerce International
-Aide humanitaire
-Migration et Intégration

3. L’éducation

L’ “empowerment” et la participation des personnes (vulnérables) par l’apprentissage tout au long de la vie
-Garantir à tous les individus la chance de participer pleinement dans la société
-Promouvoir l’éducation non formelle et non formelle
– Faire reconnaître les compétences acquises par l’apprentissage tout au long de la vie

Méthodes de travail :

Assurer la participation des membres et des praticiens dans la prise de décision des institutions de l’UE
Renforcement des réseaux de la société civile progressistes en Europe et dans le monde
Renforcement des capacités des membres et des réseaux

Présentation détaillée ici